ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 5 octobre 1950, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "accordant, en application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, le bénéfice de la sécurité sociale aux travailleurs domestiques engagés dans les liens d'un contrat de louage de services manuels", a donné en sa séance du 10 octobre 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 5e October 1950 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij in toepassing van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders het voordeel van de maatschappelijke zekerheid wordt verleend aan de dienstboden die door een dienstcontract voor handenarbeid verbonden zijn", heeft ter zitting van 10 October 1950 het volgend advies gegeven :

Le projet appelle les remarques suivantes :

Intitulé.

Le Conseil d'Etat propose l'intitulé suivant qui se rapporte de façon plus exacte au texte de l'article 2 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 :

"ARRETE ROYAL RENDANT APPLICABLE L'ARRETE-LOI DU 28 DECEMBRE 1944 CONCERNANT LA SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS, AUX TRAVAILLEURS ET EMPLOYEURS LIES PAR UN CONTRAT DE SERVICE DOMESTIQUE".

Préambule.

1.

Le Conseil d'Etat propose d'omettre la mention des arrêtés-lois qui ont modifié celui du 28 décembre 1944; ces modifications n'ont pas affecté l'article 2, alinéa 2.

2.

Il est inutile de viser l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 : le projet n'est pas une mesure d'application de celui-ci et ne le modifie pas. Le Conseil d'Etat propose l'omission de l'alinéa 2 du préambule.

3.

Le deuxième considérant est superflu : il répète partiellement une idée contenue déjà dans le premier considérant.

4.

Le troisième considérant peut être omis : le quatrième explique suffisamment la nécessité de déroger aux règles générales.

./.

5.

Le texte du quatrième considérant devrait respecter mieux les exigences de l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 quant à la motivation. Le Conseil d'Etat propose :

" Considérant que le contrat de service domestique présente des particularités génériques qui justifient des dérogations à certaines dispositions de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944;. ".

Article 1er.

1.

Il n'y a pas lieu de réserver une mention particulière à l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945. En outre, il n'y a pas lieu de préciser que les arrêtés d'exécution sont rendus applicables : l'application de l'arrêté-loi de base implique cette conséquence pour toutes les dispositions des arrêtés d'exécution auxquelles il n'est pas dérogé par le projet.

2.

Pour assurer l'unité de terminologie, le Conseil d'Etat propose de reprendre les termes : "contrat de service domestique" employés par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944.

3.

Le Conseil d'Etat propose en conséquence le texte suivant :

./.

" L'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par les arrêtés-lois des 20 mars, 3 août 1945, 6 septembre 1946 et la loi du 7 juin 1949, est rendu applicable aux travailleurs et employeurs liés par un contrat de service domestique, dans toutes celles de ses dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par le présent arrêté.".

Article 2.

Le Conseil d'Etat propose de supprimer l'article 2 qui donne une définition du travailleur domestique. Il est inutile que le Roi définisse un terme dont le sens commun est précis et dont le sens juridique a été confirmé par l'application de diverses dispositions législatives déjà en vigueur (voir la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes, et l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 étendant aux gens de maison le bénéfice de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail).

Article 3.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

" Le présent arrêté est applicable aux travailleu domestiques .....(la suite comme au texte du gouvernement)".

Article 4.

1.

Il se dégage de l'économie générale de l'article 4 projet que la cotisation non seulement est calculée conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté-l

./.

du 28 décembre 1944, mais encore est payée conformément à ces dispositions et répartie conformément à l'article 4, A (et non B, qui vise les employés) du même arrêté-loi. Ces deux dernières notions ne sont pas exprimées malgré leur importance. Le "contrat de service domestique" constitue un louage de service distinct, et du contrat de travail, et du contrat d'emploi.

2.

Le 1° de l'alinéa 2 mentionnerait utilement qu'il s'agit des 5 p.c. affectés aux vacances annuelles et mis à charge de l'employeur par l'article 2 de la loi du 7 juin 1949.

3.

La rédaction du 2° de l'alinéa 2 ne permet pas de discerner quelle part de la diminution de 2 p.c. dégrève la cotisation du travailleur et quelle part dégrève celle de l'employeur. En effet, l'article 4, A, de l'arrêté-loi n'indique les quotités de répartition que par rapport au chiffre global constitué par la somme des cotisations du travailleur et de l'employeur. Si, pour la part afférente aux vacances annuelles, il existe un texte qui précise son origine, il n'existe aucune disposition parallèle en ce qui concerne la part afférente à l'assurance chômage. Le projet doit être précisé sur ce point car, tel quel, le texte est inapplicable.

D'autre part, si la diminution de cotisation implique une modification corrélative implicite de la répartition prévue à l'article 4, A, de l'arrêté-loi, encore conviendrait-il de l'affirmer explicitement.

./.

4.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose pour la rédaction de l'article 4, le texte suivant :

" Sous réserve des dérogations ci-après, la cotisation de l'employeur et celle du travailleur sont calculées et payées conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, et sont réparties conformément aux dispositions de l'article 4, A, de cet arrêté-loi.

Ces cotisations sont diminuées de la part de 2 p.c. affectés au Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires, soit celle du travailleur à concurrence de .... p.c. et celle de l'employeur à concurrence de .... p.c.

La cotisation de l'employeur est, en outre, diminuée de la part affectée aux vacances annuelles par l'article 4, A de cet arrêté-loi et mise à sa charge par l'article 2 de la loi du 7 juin 1949 concernant les vacances annuelles des travailleurs salariés.

La répartition prévue à l'article 4, A, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 est modifiée corrélativement à ces diminutions de cotisations.

Pour le calcul des cotisations, les avantages en nature fournis par l'employeur au travailleur domestique doivent être ajoutés à la rémunération payée en espèces, après évaluation établie conformément aux dispositions de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office national de sécurité sociale, modifié par l'arrêté du Régent du 8 février 1946." .

Si l'arrêté de coordination de la législation sur les vacances annuelles des travailleurs avait paru au moment de

./.

la publication du présent arrêté, il y aurait lieu de modifier la référence contenue dans l'alinéa 3 ci-dessus.

Article 5.

Les mots "jusqu'à une date qui sera fixée par Nous" sont superflus. Toute disposition d'un arrêté royal ne demeure en vigueur qu'aussi longtemps qu'elle n'est pas modifiée par un autre arrêté royal.

Articles 6 et 7.

Par souci d'uniformité dans la présentation des textes le Conseil d'Etat propose de permuter les articles 6 et 7.

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

Titel.

De Raad van State stelt de onderstaande titel voor, waarin de tekst van artikel 2 van de besluitwet van 28 December 1944 getrouwer wordt overgenomen :

"KONINKLIJK BESLUIT WAARBIJ DE BESLUITWET VAN 28 DECEMBER 1944 BETREFFENDE DE MAATSCHAPPELIJKE ZEKERHEID DER ARBEIDERS VAN TOEPASSING WORDT VERKLAARD OP DE WERKNEMERS EN WERKGEVERS VERBONDEN DOOR EEN DIENSTBODENCONTRACT".

Inleiding.

1.

De Raad van State stelt voor, geen melding te maken van de besluitwetten die de besluitwet van 28 December 1944 hebben gewijzigd ; deze wijzigingen sloegen immers niet op het tweede lid van artikel 2.

2.

De verwijzing naar het besluit van de Regent van 16 Januari 1945 is overbodig : het ontwerp is geen uitvoeringsmaatregel daarvan en wijzigt het niet. De Raad van State stelt voor, het tweede lid van de inleiding te doen wegvallen.

.../...

3.

De tweede considerans is overbodig : het is een gedeeltelijke herhaling van een gedachte waaraan in de eerste considerans reeds uiting is gegeven.

4.

De derde considerans kan wegvallen, daar de vierde genoegzaam verklaart waarom een afwijking van de algemene regelen noodzakelijk is.

5.

Voor de motivering zou de tekst van de vierde considerans de vereisten van artikel 2, tweede lid, van de besluitwet van 28 December 1944, beter tot hun recht moeten laten komen. De Raad van State stelt voor :

" Overwegende dat het dienstbodencontract bijzondere eigenschappen vertoont die afwijkingen van sommige bepalingen der besluitwet van 28 December 1944 wettigen;".

Artikel 1.

1.

Het besluit van de Regent van 16 Januari 1945 dient in dit artikel niet speciaal te worden vermeld. Voorts is het onnodig nader te bepalen dat de uitvoeringsbesluiten van toepassing worden verklaard : de toepassing van de basisbesluitwet impliceert zulks voor alle bepalingen der uitvoeringsbesluiten waarvan in het ontwerp niet wordt afgeweken.

.../...

2.

Met het oog op de eenheid in de terminologie, stelt de Raad van State voor de term "dienstbodencontract" over te nemen die in de besluitwet van 28 December 1944 is gebruikt.

3.

De Raad van State stelt derhalve volgende tekst voor :

"De besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, zoals zij is gewijzigd bij de besluitwetten van 20 Maart, 3 Augustus 1945, 6 September 1946 en bij de wet van 7 Juni 1949, wordt op de arbeiders en werkgevers, die door een dienstbodencontract zijn gebonden, van toepassing verklaard in al haar bepalingen waarvan bij dit besluit niet wordt afgeweken.".

Artikel 2.

De Raad van State stelt voor, artikel 2, waarin een omschrijving van het begrip van de "dienstbode" wordt gegeven, weg te laten. Het is nutteloos dat de Koning een woord bepaalt waarvan de gewone betekenis duidelijk is en waarvan de juridische betekenis door de toepassing van verscheidene reeds geldende wetsbepalingen is bevestigd (zie de wet van 9 Juli 1926 op de werkrechtersraden en de besluitwet van 20 September 1945 waarbij de wet betreffende de vergoeding der schade, voortspruitende uit arbeidsongevallen, op de dienstboden wordt van toepassing verklaard).

Artikel 3.

De Raad van State stelt de volgende tekst voor :

"Dit besluit is van toepassing op de dienstboden.....(ver-

Artikel 4.

1.

Uit de algemene opzet van artikel 4 van het ontwerp blijkt dat de bijdrage niet enkel berekend wordt overeenkomstig het bepaalde in artikel 3 van de besluitwet van 28 December 1944, maar ook overeenkomstig dat bepaalde wordt betaald en overeenkomstig artikel 4, A, (en niet B,dat op de bedienden betrekking heeft) van dezelfde besluitwet verdeeld. De laatstgenoemde twee begrippen zijn,ondanks hun belang,niet vermeld. Het "dienstbodencontract" is een dienstverhuring die zowel van de arbeidsovereenkomst, als van de arbeidsovereenkomst voor bedienden onderscheiden is.

2.

In het tweede lid, 1°, zou best worden gezegd dat het gaat om de 5 t.h. die voor het jaarlijks verlof worden gebruikt en krachtens artikel 2 van de wet van 7 Juni 1949 ten laste van de werkgever vallen.

3.

Zoals het tweede lid, 2°, is gesteld, kan niet worden onderscheiden welk gedeelte der 2 t.h. vermindering de bijdrage van de werknemer verlicht en welk gedeelte de bijdrage van de werkgever vermindert. Immers, artikel 4, A, van de besluitwet geeft

.../...

de verdelingsquota slechts aan met betrekking tot het globaal cijfer dat gevormd wordt door de som der bijdragen van werknemer en werkgever. Terwijl voor het gedeelte voor het jaarlijkse verlof bestemd, een tekst bestaat waarin zijn herkomst wordt aangegeven, is er geen tekst met betrekking tot het gedeelte dat voor de verzekering tegen werkloosheid is bestemd. Het ontwerp dient terzake nader te worden bepaald, want zoals de tekst zich thans voordoet, kan hij niet worden toegepast.

Anderzijds, hoewel de bijdragevermindering impliciet gepaard gaat met een wijziging van de verdeling in artikel 4, A,van de besluitwet bepaald, toch past het zulks uitdrukkelijk te bevestigen.

Bijgevolg stelt de Raad van State voor de redactie van artikel 4,volgende tekst voor :

"Onder voorbehoud van de navolgende afwijkingen, worden de bijdrage van de werkgever en die van de werknemer berekend en betaald overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de besluitwet van 28 December 1944,en worden zij verdeeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, A,van deze besluitwet.

Deze bijdragen worden verminderd met het deel van 2 t.h. bestemd voor het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen, te weten de bijdrage van de werknemer tot een bedrag van ..... t.h. en deze van de werkgever tot een bedrag van ..... t.h.

De bijdrage van de werkgever wordt bovendien verminderd met het deel dat door artikel 4, A,van deze besluitwet bestemd wordt voor het jaarlijks verlof en te zijnen laste gelegd wordt door artikel 2 van de wet van 7 Juni 1949 betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders.

.../...

De verdeling,bepaald in artikel 4, A,van de besluitwet van 28 December 1944,wordt gewijzigd overeenkomstig deze verminderingen van de bijdragen.

Voor de berekening van de bijdragen,moeten de voordelen in natura, door de werkgever aan de dienstbode verstrekt,gevoegd wordenbij de in speciën uitbetaalde bezoldiging, na raming opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regent van 16 Januari 1945 betreffende de werking van de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 8 Februari 1946".

Moest het besluit tot samenordening der wetgeving betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders vóór de bekendmaking van dit besluit verschenen zijn, dan zou men de verwijzing in het voormelde derde lid moeten veranderen.

Artikel 5.

De woorden "tot op een datum die door Ons zal vastgesteld worden" zijn overbodig. Elke bepaling van een koninklijk besluit blijft maar gelden tot zij door een ander koninklijk besluit is gewijzigd.

Artikelen 6 en 7.

Voor de eenvormigheid in de volgorde van de artikelen, stelt de Raad van State voor, artikel 7 vóór artikel 6 te plaatsen.

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1950. De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.